



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

institutions communautaires

Question écrite n° 9794

Texte de la question

M. Michel Liebgott interroge Mme la ministre déléguée aux affaires européennes sur les langues de travail dans les institutions européennes à Bruxelles et, plus particulièrement, sur le fait que se multiplient les annonces de recrutement lancées par des organisations européennes spécifiant clairement que les candidats doivent être « English mother tongue » ou « English native speaker ». Ces annonces ne concernent pas des fonctions qui seraient étroitement liées à la langue (traducteur vers l'anglais, enseignant,...). Elles portent en général sur des fonctions dans des associations et ou organisations européennes théoriquement ouvertes au non-anglophones. Ainsi, les seules personnes prises en considération dans le cadre de ces offres d'emploi sont des candidats dont l'anglais est la langue maternelle. Même les candidats ayant une bonne connaissance de cette langue ne peuvent postuler. Des annonces de ce type émanent même d'organisations prestigieuses, telles que la Tacis/Phare, la Fondation européenne pour la formation, Socrates Leonardo, Eurêka... Il lui demande donc quelles sont les démarches qu'elle entend mettre en oeuvre au nom du Gouvernement pour faire cesser cette discrimination de la part de recruteurs dépendant des institutions européennes.

Texte de la réponse

Le Gouvernement a été informé de l'existence d'annonces de recrutement émanant d'institutions et de programmes communautaires et exigeant des candidats la maîtrise de l'anglais comme langue maternelle. De telles annonces ne sont pas conformes au droit communautaire qui, de manière générale, prohibe les discriminations lorsqu'elles ont pour effet de restreindre la liberté de circulation ou d'établissement des travailleurs. Le Gouvernement exerce une attention vigilante sur la question du statut des langues au sein de l'Union européenne. Ceci se traduit notamment dans deux domaines : la négociation du statut de la fonction publique européenne, et l'adaptation du régime d'interprétation des réunions des groupes de travail du Conseil. Dans le cadre des négociations en cours sur le statut de la fonction publique européenne, la France soutient l'insertion dans le futur statut de l'interdiction de sélectionner les candidats sur le critère de la langue maternelle. D'autre part, la France entend, à l'occasion de cette négociation, promouvoir le plurilinguisme, en renforçant la prise en compte de la connaissance de plusieurs langues étrangères, et non d'une seule, au niveau du recrutement et de l'évolution de la carrière des fonctionnaires européens. Cette mesure, si elle est acceptée par nos partenaires, est destinée à promouvoir une fonction publique plurilingue et francophone, dès lors que le français devrait faire partie des langues choisies comme première ou seconde langue étrangère par les candidats non francophones. En ce qui concerne les négociations en cours relatives au régime linguistique du Conseil, les objectifs de la France sont de promouvoir la diversité linguistique en Europe, d'y défendre la place du français et d'aboutir à l'instauration d'un système d'interprétation et de traduction homogène, stable, pérenne, efficace, et dont le coût est maîtrisé.

Données clés

Auteur : [M. Michel Liebgott](#)

Circonscription : Moselle (10^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 9794

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : affaires européennes

Ministère attributaire : affaires européennes

Date(s) clé(e)s

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 14 avril 2003

Question publiée le : 30 décembre 2002, page 5206

Réponse publiée le : 21 avril 2003, page 3141